**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 14 AVRIL 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze avril à vingt heures quinze, le conseil Municipal s'est réuni, salle du conseil municipal, sous la présidence de Monsieur CLUA Guy, Maire.

Date de la convocation du conseil municipal : 07 avril 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Nombre de conseillers municipaux présents : 14

Présents : M. CAPELLE-DUCHIRON Stéphane, M CARRE Christophe, M CLUA Guy, MME COSANI Sandra, MME DELMAS Manon, MME GOBATTO Mathilde, MME HUGER Emilie, M LAFERRIERE Maxime, M LAGARDE David, MME LEGO Patricia, M PERROUD Jean-Claude, M RINALDI Laurent, M SCHEENAARD Bart. M VIOTTO Jérémy,

Excusée : MME COLLIN Frédérique.

Pouvoir de vote : MME COLLIN Frédérique à M RINALDI Laurent.

Madame HUGER Emilie a été désignée en qualité de secrétaire de séance.

Approbation du compte-rendu du conseil municipal du 09 décembre 2024

Le compte-rendu de la séance du conseil municipal du 09 décembre 2024 est approuvé à l'unanimité, en tenant compte de l'observation de Madame Manon DELMAS, à savoir : vote à la majorité et non à l'unanimité du conseil concernant la désignation des référents ERRE.

Approbation du Compte de gestion 2024

Délibération 2025-02

Monsieur Maxime LAFERRIERE, 2ème adjoint, expose à l'assemblée délibérante que le compte de gestion est établi par Monsieur le Trésorier d'Agen à la clôture de l'exercice 2024.

Monsieur Maxime LAFERRIERE précise que le montant des titres à recouvrer et des mandats émis sont conformes et que le compte de gestion 2024 est concordant dans ses résultats avec ceux du compte administratif 2024.

Monsieur Maxime LAFERRIERE demande à l'assemblée de bien vouloir délibérer.

Le Conseil Municipal à l'unanimité DECLARE que le compte de gestion de la commune de Saint-Laurent dressé pour l'exercice 2024 par le Trésorier d'Agen, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Approbation du Compte Administratif 2024

Délibération n°2025-01

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-1 à L2343-2 concernant les finances communales,

Considérant que le compte administratif est identique au compte de gestion dressé par le Trésorier d'Agen et propose le même résultat pour l'exercice 2024.

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Monsieur Maxime LAFERRIERE, 2ème adjoint, vote le Compte Administratif de l'exercice 2024 et arrête ainsi les comptes,

INVESTISSEMENT		
Dépenses	Prévu	201 500,00
	Réalisé	25 992,51
	Reste à réaliser	42 433,23
Recettes	Prévu	201 500,00
	Réalisé	27 569,33
	Reste à réaliser	0
FONCTIONNEMENT		
Dépenses	Prévu	674 611,00
	Réalisé	319 769,26
Recettes	Prévu	674 611,00
	Réalisé	718 641,96

Résultat à la clôture de l'exercice ;

Investissement	1 576.82
Fonctionnement	398 872.70
Résultat global	400 449.52

Ne prend pas part au vote et est sorti : Monsieur le Maire.

Le Conseil Municipal APPROUVE le Compte Administratif pour l'exercice 2024 de la Commune de Saint-Laurent.

Affectation des résultats 2024
Délibération n°2025-03

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Monsieur le Maire après avoir approuvé le compte administratif 2024, Considérant qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire, Statuant sur l'affectation des résultats d'exploitation de l'exercice 2024 Constatant que le compte administratif fait apparaître :

Un excédent de fonctionnement de	47 480.19
Un excédent reporté de	351 392.51
Soit un excédent de fonctionnement cumulé de	398 872.70
Un excédent d'investissement de	1 576.82
Un déficit des restes à réaliser de	42 433.23
Soit un besoin de financement de	40 856.41

Le Conseil Municipal DECIDE d'affecter le résultat d'exploitation de l'exercice 2024 comme suit :

Résultat d'exploitation au 31/12/2024	398 872.70
Affectation complémentaire en réserve (1068)	40 856.41
Résultat reporté en fonctionnement (002)	358 016.29
Résultat d'investissement reporté (001) Excédent	1 576.82

Vote du Conseil Municipal :

Pour : 15

Admission en non-valeur de créances irrécouvrables
Délibération n°2025-17

A la demande de la Direction Générale des Finances Publiques, il y a lieu de procéder à la mise en non-valeur de produits irrécouvrables d'un montant de 20 euros (garderie – cantine). Cette somme sera inscrite au chapitre 65 – Article 6541 du budget primitif 2025.

Vu le Code Général des Collectivité Territoriales

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57, notamment la procédure relative aux créances irrécouvrables

Considérant l'état des produits irrécouvrables dressé par le comptable public

Considérant sa demande d'admission en non-valeur des produits irrécouvrables, après mis en œuvre de poursuite sans effet

Considérant que les dispositions prises lors de l'admission en non-valeur par l'assemblée délibérante ont uniquement pour objet de faire disparaître de la comptabilité la créance irrécouvrable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

- APPROUVE l'admission en non-valeur des recettes énumérées dans le tableau ci-dessous, pour un montant de 20,00 €, correspondant à la liste des produits irrécouvrables n°7081160633 dressée par le comptable public.

EXERCICE	Montant présenté	Motif de la présentation
2025	20,00 €	RAR inférieur au seuil de poursuite

- DIT que la somme nécessaire sera inscrite au chapitre 65, article 6541.

Vote du conseil municipal :

Pour : 15

Vote du budget primitif de la commune 2025
Délibération n°2025-04

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal les propositions nouvelles du budget primitif 2025 de la commune, comme suit :

INVESTISSEMENT	
Dépenses	350 655.18 (+ 42 433.23 de Restes à Réaliser)
Recettes	393 098.41
FONCTIONNEMENT	
Dépenses	717 966.29
Recettes	717 966.29

Monsieur le Maire présente le tableau des propositions d'investissement

OP	Art.	DEPENSES 2025	Proposition	RAR	Art.	RECETTES 2025	Proposition
	1641	CAPITAL EMPRUNT (4 paiements / an)	12 136,00 €			EXCEDENT 2024	1 576,00 €
		du 05/06/2021 au 05/06/2033			1068	Besoin de financement	40 856,41 €
		(3028,62€ - 3032,18€ - 3035,75€ - 3039,31€)			13461	DETR SOLDE 2024	13 000,00 €
13		AQUISITION MATERIEL MOBILIER					
	2188	Signalétique et matériel pour animaux + poteau incendie	7 000,00 €	6 969,23 €			
	2158	Véhicule électrique ou thermique	21 000,00 €				
14		TRAVAUX VOIES RESEAUX					
	2138	Goudronnage parking OM	10 000,00 €				
	2158	Feu tricolore + points lumineux TE 47	10 000,00 €	5 000,00 €			
		PROJET AMENAGEMENT ROND-POINT ET ECLUSES : 10 000,00 € (2026)					
16	2131	BATIMENTS PUBLICS		10 000,00 €	1324	Amendes de polices	12 000,00 €
18		TRAVAUX BATIMENT salle des fêtes					
	2158	Faux plafonds + carrelage et peinture	14 000,00 €				
19		ACQUISITION ET RENOVATION IMMEUBLE					
	2172	Achat immobilier (Maison, grange, jardin)	89 000,00 €	2 000,00 €			
24		AMENAGEMENT SERVICES TECHNIQUES					
	2131	Bâtiments publics		5 464,00 €			
29		AMENAGEMENT BORD DE GARONNE					
	2113	Terrains aménagés autres que voiries		2 000,00 €			
33		TRAVAUX DE MISE EN ACCESIBILITE					
	2172	Agencement et aménagement de terrains		5 000,00 €			
35		OPERATION FACADE					
	2132	Bâtiments publics		1 000,00 €			
37		TRAVAUX COURS DE TENNIS					
	2172	Agencement et aménagement de terrains		5 000,00 €			
40	2188	INSTALLATION caméras de surveillance	6 000,00 €				
41	2138	AMENAGEMENT TERRAIN MULTISPORTS	45 000,00 €		1316	Fonds de concours 4CP	22 000,00 €
42	2188	RENOVATION ENERGETIQUE BATIMENT ECOLE	65 000,00 €		1323	FONDS VERT	45 000,00 €
	2158	PROJET LAMPADAIRES SOLAIRE	5 000,00 €				
43	2138	AMENAGEMENT AIRE DE JEUX POUR ENFANTS	24 000,00 €		13461	DETR 2025	50 000,00 €
44		CASERNE PSM INVESTISSEMENT					
		COMPLEMENTAIRE	8 500,00 €				
	2041512	(SUR 3 ANNEES)					
46	2181	PROJET BORNE RECHARGE ELECTRIQUE	7 429,18 €				
47	2117	APPEL PROJET NATURA 2000 POUR 2025	16 000,00 €		1317	NATURA 2000	13 000,00 €
		REGION NOUVELLE-AQUITAINE					
51	2188	SECURITE PEINTURE PASSAGES PIETONS, ET DENT DE REQUINS	6 000,00 €				
52	2188	ACQUISITION MACHINE A GAZ POUR DESHERBAGE	4 600,00 €			Virement section Fonc. À section Invest	195 665,18 €
		TOTAL	350 665,18 €	42 433,23 €			
				393 098,41 €		TOTAL	393 098,41 €

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de voter le Budget Primitif 2025 de la Commune.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, APPROUVE les propositions nouvelles du Budget Primitif 2025 de la Commune. Vote du Conseil Municipal : Pour 15

Dans le cadre du projet d'acquisition d'un futur immeuble, Monsieur le Maire souhaite apporter une précision. Cette maison de deux étages, située au 19 rue de l'Eglise à Saint Laurent, appartient à un membre de sa famille. Aussi Monsieur le Maire pour ne pas influencer la décision du Conseil Municipal se retire de la salle du conseil municipal pendant les débats et précise qu'il ne participera au vote.

Monsieur Laurent RINALDI et Monsieur Maxime LAFERRIERE, Adjoint, présentent le dossier et le diagnostic des performances énergétiques.

Il s'agit d'une acquisition d'un ensemble d'immeubles ; Maison individuelle et dépendances situées 19 rue de l'Eglise représentant une superficie de (95m² - 183 m² de jardin et d'un garage indépendant de 85 m²) actuellement le chauffage est fioul. Mais la maison est raccordée au gaz de ville Cela laisse la possibilité de changer le système de chaudière à moindre coût. Cet ensemble est proposé pour un prix de vente 89 000 euros.

Cette habitation, classée F, est en bon état et peut être louée immédiatement en privilégiant une famille avec enfants. Le diagnostic fait apparaître des « travaux essentiels » qui pourraient être envisagés sur plusieurs années si la législation l'exigeait.

Cela porterait sur :

- Les portes et fenêtres et système solaire pour une prévision de 11300 à 16900 Euros.
- L'isolation des murs par l'extérieur et des planchers et la mise en place d'une pompe à chaleur pour une estimation d'environ 33400 Euros.

Cet achat répond à la directive communale de la nouvelle équipe municipale qui a pour ambition d'augmenter la population tout en privilégiant le renforcement les effectifs de notre école. La venue de jeunes couples avec enfants est primordiale pour l'avenir de notre école primaire.

Vote du Conseil municipal :

Pour : 10

Contre : 0

Abstention : 5

NATURA 2000 – Appel à projet 2025

Le Conseil municipal du 09 décembre 2024 a acté le principe de financement pour des travaux d'investissement concernant l'entretien de la ripisylve et des plantations en haut et bord de berges ainsi qu'en talus. Monsieur le Maire propose dans la continuité des travaux réalisés en 2017 de déposer la candidature pour l'appel à projet 2025 de la commune de Saint-Laurent.

Les travaux représentent 13 344.25 euros HT dont 20 % resteront à la charge de la commune.

Le conseil municipal est favorable au dépôt du dossier.

Vote des taux d'imposition 2025 Délibération n°2025-05

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que chaque année les collectivités font connaître aux services fiscaux leurs décisions relatives aux taux des impôts directs locaux.

Dans le cadre du vote du budget primitif 2025, Monsieur le Maire propose à l'assemblée de baisser les taux d'imposition de l'année 2025, comme suit :

	Taux 2024	Taux 2025
Taxe sur le foncier bâti	44.36 %	42,50 %
Taxe sur le foncier non bâti	87.76 %	85.50 %
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires	18.03 %	15,10 %
Contribution Foncière Entreprises	23.12 %	21,10 %

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, VOTE les taux d'imposition pour l'année 2025 comme suit :

- Taxe Foncière (bâti)	42,50 %
- Taxe Foncière (non bâti)	85,50 %
- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires	15,10 %
- Contribution Foncière Entreprises	21,10 %

Vote du conseil municipal :

Pour : 15

**Vente Hangar MALATESTE – Régularisation dossier
Délibération n°2025-29**

Cette affaire concernant la vente d'un bâtiment situé sur la parcelle cadastrée ZA n°583 (anciennement hangar « MALATESTE ») à Monsieur Christophe MALATESTE avait déjà été inscrite à l'ordre du jour du Conseil Municipal du 21 août 2023.

Le Conseil Municipal avait délibéré, à la majorité, pour accepter d'aliéner ce bâtiment pour la somme de 25 000 euros (vingt-cinq mille euros) à Monsieur Christophe MALATESTE.

La délibération concernant cette vente n'a pas été transmise au service du contrôle de légalité de la Préfecture pour exécution.

Le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur l'aliénation de cet immeuble cadastré ZA n°583, d'une superficie de 600 m² moyennant la somme de 25 000 euros, à Monsieur Christophe MALATESTE.

La commune de Saint-Laurent s'est engagée à la création d'une servitude de passage d'une largeur de 10 mètres sur la parcelle n°243 de la section A, appartenant à la commune, au profit de Monsieur Christophe MALATESTE matérialisation sur plan de la servitude de passage demandée autour du bâtiment.

Le Conseil Municipal est appelé à autoriser Monsieur le Maire à signer les documents afférents à cette vente et à honorer la facture du Géomètre Monsieur BERTHIER Vincent d'un montant de 1330,14 euros TTC,

En contrepartie, Monsieur Christophe MALATESTE s'engage à accepter la pose sur son bâtiment de caméras de vidéoprotection pour la surveillance du point de collecte des ordures ménagères ainsi que la pose d'un boîtier WIFI avec alimentation électrique. Ces engagements feront l'objet d'une convention lors de la signature de l'acte notarié.

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la régularisation de ce dossier et à signer l'acte notarié pour la vente de ce bâtiment.

Vote du conseil municipal :

Pour : 15

**RIFSEEP (Régime indemnitaire du personnel communal) – Modification de la délibération du 20 septembre 2021
Délibération n°2025-08**

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L. 712-1, L713-1, L.714-4 à L714-6,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 27 août 2015 pris pour l'application de l'article 5 du décret n° 2014-513 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (primes et indemnités cumulables avec le RIFSEEP),
Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,
Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,
Vu la délibération du conseil municipal n°2022-43 instituant le régime indemnitaire (RIFSEEP) pour les agents de la commune de Saint-Laurent,
Considérant qu'il y a lieu de modifier la délibération ci-dessus référencée afin d'y intégrer le cadre d'emplois des adjoints d'animations suite au recrutement d'un agent à l'école de Saint Laurent,
Vu l'avis du comité social territorial en date du 04 février 2025,

Monsieur le Maire informe l'assemblée,

Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'État est transposable à la fonction publique territoriale. Il se compose :

- D'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- D'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA).

La collectivité a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents et instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- Prendre en compte la place dans l'organigramme et reconnaître les spécificités de certains postes ;

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu.

LES BENEFICIAIRES

Le présent régime indemnitaire est applicable aux agents fonctionnaires titulaires, stagiaires et agents contractuels de droit public (en CDD ou CDI) ayant une ancienneté de 6 mois au sein de la collectivité

Les agents de droit privé ne bénéficient pas des dispositions prévues par la présente délibération.

Les cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP sont :

- Les adjoints administratifs territoriaux
- Les adjoints techniques territoriaux
- Les adjoints d'animation territoriaux

L'I.F.S.E.

L'IFSE a pour objet de valoriser l'exercice des fonctions et repose sur la nature des fonctions exercées par les agents ainsi que sur la prise en compte de l'expérience professionnelle acquise dans l'exercice de leurs fonctions.

A. Détermination des groupes de fonctions et des montants plafonds :

Les emplois sont classés au sein de différents groupes de fonction selon les critères professionnels suivants :

• Fonction d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception :

- Responsabilité d'encadrement direct
- Niveau d'encadrement dans la hiérarchie
- Responsabilité de coordination
- Responsabilité de projet ou d'opération
- Responsabilité de formation d'autrui
- Ampleur du champ d'action (en nombre de missions, en valeur)
- Influence du poste sur les résultats (primordial, partagé, contributif)

• Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions, Connaissances requises pour occuper le poste,

- Complexité des missions (exécutions, interprétations, arbitrages et décisions)
- Niveau de qualification requis
- Temps d'adaptation
- Difficulté (exécution simple ou interprétation)
- Autonomie, Initiative

- Diversité des tâches, des dossiers ou des projets
- Simultanéité des tâches, des dossiers ou des projets
- Diversité des domaines de compétences

• **Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel**

- Vigilance
- Risques d'accident
- Risques de maladie
- Responsabilité pour la sécurité d'autrui
- Valeur des dommages
- Responsabilité financière
- Effort physique
- Tension mentale, nerveuse
- Confidentialité
- Relations internes
- Relations externes

Le Maire propose de fixer les groupes et les montants maximums annuels suivants :

Groupes	Fonctions / Postes dans la collectivité	Montants annuels maximum de l'IFSE de la collectivité
Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, des adjoints d'animation territoriaux, des adjoints techniques territoriaux		
C1	- Secrétaire Général de Maire	2 000 €
C2	- Secrétaire de mairie - Adjoint technique - Adjoint technique service scolaire, - Adjoint d'animation.	1 500 €

B. Modulations individuelles :

Groupe de fonctions :

L'IFSE peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes fonctionnels définis ci-dessus.

Expérience professionnelle :

L'IFSE pourra être modulée en fonction de l'expérience professionnelle. Il est proposé de retenir les critères de modulation suivants :

- L'élargissement des compétences
- L'approfondissement des savoirs
- La consolidation des connaissances pratiques assimilées sur un poste.

C. Réexamen

Ce montant fait l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours,
- au moins tous les 4 ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

D. Les modalités de versement

Le montant de l'IFSE est proratisé en fonction du temps de travail, y compris en cas de temps partiel thérapeutique

La Périodicité du versement de l'IFSE :

L'IFSE est versée annuellement.

Les Modalités de versement de l'IFSE :

MODALITÉS DE MAINTIEN OU DE SUPPRESSION DE L'IFSE	
Congé de maladie ordinaire	Maintenue dans les mêmes proportions que le traitement
Congé de Maternité, adoption, paternité et accueil de l'enfant	Maintenue dans les mêmes proportions que le traitement
Congé pour invalidité imputable au service CITIS – Accident de travail / maladie professionnelle	Maintenue dans les mêmes proportions que le traitement
Congé Grave maladie	Suspendue (sauf application rétroactive *)
Congé Longue maladie	Suspendue (sauf application rétroactive *)
Congé Longue Durée	Suspendue (sauf application rétroactive *)
Congés annuels	Maintenue
Période de préparation au reclassement	Maintenue dans les mêmes proportions que le traitement,
Autorisation spéciale d'absence	Maintenue dans les mêmes proportions que le traitement,
Suspension de fonction	Suspendu

*Toutefois concernant les congés de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, il sera fait application de l'article 2 du décret du 26 août 2010 qui permet à l'agent en congé de maladie ordinaire, et placé rétroactivement dans un de ces congés, de conserver la totalité des primes d'ores et déjà versées en application du même décret.

Exclusivité :

L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions, à l'exception des primes et indemnités légalement cumulables

Attribution :

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté

LE C.I.A.

Un complément indemnitaire pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel.

Le complément indemnitaire sera déterminé en tenant compte des critères suivants :

- Les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs
- Les compétences professionnelles et techniques
- Les qualités relationnelles

Vu la détermination des groupes relatifs au versement de l'IFSE les plafonds annuels du complément indemnitaire sont fixés comme suit :

Groupes	Fonctions / Postes dans la collectivité	Montants annuels maximum du CIA de la collectivité
Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, des adjoints d'animation territoriaux, des adjoints techniques territoriaux		
C1	- Secrétaire Général de Maire	100 €
C2	- Secrétaire de mairie - Adjoint technique	100 €

	<ul style="list-style-type: none"> - Adjoint technique service scolaire, - Adjoint d'animation. 	
--	---	--

Périodicité du versement du CIA :

Le CIA est versé annuellement.

Modalités de versement :

Le montant du complément indemnitaire est proratisé en fonction du temps de travail y compris en cas de temps partiel thérapeutique

Les absences :

Il appartiendra au supérieur hiérarchique d'apprécier si l'impact des absences, eu égard notamment à sa durée et compte-tenu de la manière de servir de l'agent, doit ou non se traduire par un ajustement du montant du CIA.

Exclusivité :

Le complément indemnitaire est exclusif de toutes autres indemnités liées à la manière de servir.

Attribution :

Le CIA sera attribué individuellement aux agents par un coefficient appliqué au montant de base et pouvant varier de 0 à 100%.

Ce pourcentage est apprécié notamment à partir des résultats de l'évaluation professionnelle selon les critères fixés ci-dessus.

Le montant individuel est fixé par arrêté de l'autorité territoriale.

Après avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil DECIDE :

- d'adopter le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel à compter du 1^{er} janvier 2025.
- que les crédits correspondants seront inscrits chaque année au budget.
- d'abroger la délibération n°2022-43 en date du 20 septembre 2021. Relative à la mise en place du RIFSEEP

Vote du conseil municipal :

Pour : 15

Remboursement des frais de transports, repas et hébergement au personnel communal dans le cadre de déplacements temporaires

Délibération n°2025-09

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991,

Vu le décret n°2006-781 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat,

Vu le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2016-33 du 20 janvier 2016 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales, des établissements publics locaux et des établissements publics de santé,

Vu l'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 04 février 2025.

Monsieur le Maire rappelle qu'est considéré en déplacement, l'agent qui se déplace, pour les besoins du service, les formations, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale.

L'article 1 du décret n°2001-654 modifié énonce que :

« Les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée et de toute personne dont les frais de déplacement temporaires sont à la charge des budgets de ces collectivités et établissements sont, sous réserve des dispositions du présent décret, celles fixées par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat. » ;

Les taux du remboursement des frais de repas et d'hébergement sont fixés par un arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget.

A - LES MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS OCCASIONNES PAR LES DEPLACEMENTS TEMPORAIRES DES PERSONNELS EN MISSION

1. Remboursement des frais kilométriques

Considérant qu'en vertu de l'article 10 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, l'agent autorisé à utiliser son véhicule terrestre à moteur pour les besoins du service est indemnisé de ses frais de transport soit sur la base du tarif de transport public de voyageurs le moins onéreux, soit sur la base d'indemnités kilométriques.

Considérant que l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé fixe les taux d'indemnités kilométriques en vigueur :

Catégorie (puissance fiscale du véhicule)	Jusqu'à 2 000 km	De 2 000 à 10 000 km	Après 10 000 km
De 5 CV et moins	0,32 euros	0,40 euros	0,23 euros
De 6 CV et 7 CV	0,41 euros	0,51 euros	0,30 euros
De 8 CV et plus	0.45 euros	0.55 euros	0,32 euros

Ce remboursement sera revalorisé suivant les évolutions des textes règlementaires qui entreront en vigueur, sans qu'une nouvelle délibération soit nécessaire.

2. Remboursement des frais de repas et d'hébergement

Considérant que le taux du remboursement forfaitaire des frais supplémentaires de repas et le taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement sont fixés par un arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget,

Considérant que l'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixe les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, comme suit :

	France métropolitaine		
	Taux de base	Grandes villes (+de 200 000 hab.) et communes de la métropole du Grand Paris	Commune de Paris
Hébergement	90 €	120 €	140 €
Déjeuner	20 €	20 €	20 €
Dîner	20 €	20 €	20 €

Le taux d'hébergement prévu ci-dessus est fixé dans tous les cas à 150 € pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

Les frais d'hébergement s'entendent y compris les frais de petit déjeuner et taxe de séjour.

Le remboursement des frais de repas (déjeuner-dîner) correspond aux frais réels engagés par l'agent dans la limite du plafond.

3. Remboursement de frais annexes et complémentaires :

Les frais de péage d'autoroute, les frais de stationnement du véhicule, les frais de transports collectifs (train, tramway, bus, métro) peuvent être remboursés quand l'intérêt du service le justifie, après autorisation expresse de l'autorité territoriale et sur présentation des pièces justificatives.

B - LES MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS OCCASIONNES DURANT UN STAGE OU UNE FORMATION OU UNE PRESENTATION A UN CONCOURS OU A UN EXAMEN

1. Remboursement des frais liés à un stage ou une formation

L'agent est en stage lorsqu'il se déplace pour suivre une formation en relation avec les fonctions exercées (formation d'intégration, de professionnalisation au premier emploi ou tout au long de la carrière, de perfectionnement, d'actions de lutte contre l'illettrisme et pour l'apprentissage de la langue française).

Lorsque ces formations sont dispensées par le CNFPT, ce dernier prend en charge les frais (transport, repas et hébergement) engagés par l'agent.

Sont exclues de la participation aux frais de déplacement :

- Les préparations aux concours et aux examens professionnels,
- Les formations organisées en intra,
- Les journées d'actualisation ou autres actions « évènementielles ».

Pour ces actions de formations, la collectivité prendra en charge les dépenses, uniquement si aucun remboursement n'intervient de la part de l'organisme de formation.

2. Remboursement des frais de déplacement liés à la participation aux concours et examens

La commune prendra en charge les dépenses ci-dessous uniquement si aucun remboursement n'intervient de la part de l'organisme de formation (CNFPT ou autre).

Seront pris en charge les frais de déplacements des agents appelés à se présenter aux épreuves d'admissibilité ou d'admission d'un concours ou d'un examen professionnel.

Ces frais seront pris à raison de deux allers-retours par année civile par agent, une première fois à l'occasion des épreuves d'admissibilité et une seconde fois à l'occasion des épreuves d'admission du même concours ou examen professionnel.

Les frais de restaurant et d'hébergement seront à la charge de l'agent.

C – DISPOSITIONS COMMUNES – DEMANDE DE REMBOURSEMENT

Il est précisé que le remboursement est effectué sur présentation des justificatifs et ne peut conduire à rembourser une somme supérieure à celle engagée.

Chaque demande de remboursement devra être accompagnée des justificatifs suivants :

- Un ordre de mission préalablement signé par l'autorité territoriale,
- Un état de frais
- Les factures acquittées.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal DECIDE :

- D'approuver les conditions de remboursement des frais ci-dessus décrites,
- De dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de commune,
- D'autoriser Monsieur le Maire à procéder aux remboursements demandés dans les conditions prévues par les modalités ci-dessus et à prendre toutes les dispositions à la bonne exécution de la présente délibération.

Vote du conseil municipal :

Pour : 15

Détermination du mode de participation à la « Prévoyance » et du montant de la participation

Délibération n°2025-10

Monsieur le Maire expose :

L'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 et le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 redéfinissent la participation des employeurs publics au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents.

Celle-ci devient obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025 pour le risque Prévoyance pour un montant qui ne pourra pas être inférieur à 7€, par agent et par mois, dans la limite des dépenses engagées par l'agent.

Au vu du décret, et en l'absence de transposition normative de l'accord collectif national du 11 juillet 2023, les employeurs publics ont le choix de retenir trois modalités potentielles de participation :

- La convention de participation proposée par le CDG 47 ;
- Une convention de participation mise en place directement par l'employeur ;
- La labellisation.

En parallèle, l'article L.827-7 du CGFP confie aux centres de gestion une nouvelle mission obligatoire, à savoir conclure, pour le compte des collectivités territoriales de son ressort et leurs établissements publics, des conventions de participation couvrant les risques prévoyance et santé.

Le CDG 47 a donc lancé le 28 mars 2024 une procédure de mise en concurrence mutualisée afin de conclure une convention de participation pour le risque prévoyance au profit des collectivités et établissements publics du département l'ayant sollicité.

A l'issue de cette procédure, le CDG 47 a souscrit une convention de participation pour le risque Prévoyance, auprès du groupement RELYENS / MNT pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} janvier 2025.

Monsieur le Maire rappelle que les collectivités et établissements publics peuvent adhérer à cette convention par délibération de leur assemblée délibérante, après consultation du Comité Social Territorial et que l'employeur doit également définir le montant de participation financière accordée aux agents qui choisiraient d'adhérer au contrat proposé par RELYENS / MNT en application de la convention de participation signée avec le CDG 47.

L'autorité territoriale précise que l'adhésion des agents à cette convention de participation n'est pas obligatoire ; que chacun décide d'y adhérer volontairement et de choisir son niveau de garantie mais que seuls les agents adhérents à cette convention seront éligibles à la participation de l'employeur.

L'autorité territoriale propose de ne pas adhérer à la convention de participation du CDG 47 et de retenir la modalité de participation suivante : la labellisation.

L'autorité territoriale propose de définir un montant de participation employeur à la prévoyance de 7 €/agent/mois.

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 04 février 2025 relatif au choix de la labellisation et au montant de participation versé aux agents pour le risque Prévoyance

Après en avoir délibéré, l'organe délibérant décide :

Article 1 : De ne pas adhérer à la convention de participation pour le risque Prévoyance conclue entre le CDG 47 et RELYENS / MNT et de retenir la modalité de participation suivante : la labellisation

Article 2 : De prendre acte des nouvelles dispositions en matière de protection sociale complémentaire des agents territoriaux et de verser une participation financière de 7 € bruts par agent et par mois, aux fonctionnaires stagiaires et titulaires, aux agents contractuels de droit public et de droit privé en activité, ayant souscrit à un contrat labellisé.

Article 3 : La collectivité participe financièrement auprès de l'agent. (La mention doit figurer sur le bulletin de salaire).

Article 4 : D'autoriser Monsieur le Maire à verser la participation employeur retenue à tous les agents qui remettront une attestation d'assurance justifiant de la souscription à un contrat labellisé et de réaliser toute démarche et signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette procédure de participation labellisée.

Article 5 : d'inscrire les crédits correspondants au budget de la collectivité.

Vote du conseil municipal :

Pour : 15

<p>Création d'une régie de recettes pour l'encaissement des produits des locations de salles municipales, dons, concessions funéraires Délibération n°2025-24</p>

Monsieur le Maire expose :

Vu l'article 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique et notamment l'article 18,

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif aux régies de recettes, aux régies d'avances et de recettes des collectivités locales et de leurs établissements publics, modifiant le CGCT et complétant le code de la santé publique et le code de l'action sociale,

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 portant adaptation à l'euro des montants exprimés en francs,

Vu l'arrêté ministériel du 29 décembre 1997, relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Considérant que l'encaissement du produit de la location des salles municipales, des concessions funéraires, des dons, nécessite la création d'une régie de recettes.

Article 1 : A compter du 20 avril 2025, il est institué une régie de recettes pour les locations de salles et concessions funéraires.

Article 2 : Cette régie est installée à la mairie de Saint-Laurent.

Article 3 : La régie fonctionne toute l'année.

Article 4 : La régie encaisse les produits des locations de salles municipales, concessions funéraires et dons.

Article 5 : Les recettes sont encaissées selon le mode de recouvrement suivant : - par chèques bancaires.

Article 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1000 euros.

Article 7 : Le régisseur est tenu de verser à la Trésorerie d'AGEN le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6, sinon une fois par mois, et lors de sa sortie de fonction ou de son remplacement par le suppléant.

Article 8 : Le régisseur verse auprès de la Trésorerie d'AGEN la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois, et lors de sa sortie de fonction ou de son remplacement par le suppléant.

Article 9 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : Le Maire et la Trésorerie d'AGEN sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal ACCEPTE à l'unanimité, la création de la régie de recettes pour la mairie de Saint-Laurent

Vote du conseil municipal :

Pour : 15

Syndicat Intercommunal des Transports Scolaires d'Aiguillon et Port-Sainte-Marie – Adhésion des communes de Calonges et Verteuil d'Agenais et adoption des nouveaux statuts
Délibérations n° 2025-12 ; 2025-13 ; 2025-14

Monsieur David LAGARDE, Conseiller Municipal, expose que suite à la dissolution du Syndicat des transports scolaires de Tonneins, les communes de Calonges et de Verteuil d'Agenais ont adhéré au Syndicat Intercommunal des Transports Scolaires d'Aiguillon et de Port Sainte Marie, en date du 24 octobre et 28 novembre 2024.

Chaque commune adhérente au SITS doit se prononcer sur l'acceptation de l'adhésion de ces deux communes et adopter les nouveaux statuts.

Le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur l'acceptation de l'adhésion des communes de Calonges et de Verteuil d'Agenais au SITS et d'adopter les nouveaux statuts.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ACCEPTE l'adhésion des communes de Calonges et Verteuil d'Agenais au Syndicat Intercommunal de Transports Scolaires d'Aiguillon et de Port-Sainte-Marie.
- APPROUVE les statuts élaborés par le Syndicat Intercommunal de Transports Scolaires d'Aiguillon et de Port-Sainte-Marie

Vote du conseil municipal :

Pour : 15

SIVU du chenil fourrière de Lot-et-Garonne – Acceptation de la nouvelle tarification
Délibération n°2025-28

Monsieur David LAGARDE, délégué au SIVU, indique au Conseil Municipal l'importance de l'augmentation de la cotisation nécessaire pour la mise aux normes du chenil fourrière pour subvenir au besoin des animaux dont il a la responsabilité.

Une nouvelle hausse de cotisation est nécessaire afin de permettre à la structure de rester en place, de retrouver une capacité d'autofinancement et un fonds de roulement.

La cotisation passe de 1,50 euros / habitants, à 2,25 euros / habitants,

Le Conseil Municipal à la majorité APPROUVE la nouvelle tarification de la cotisation annuelle du SIVU chenil fourrière.

Vote du conseil municipal :

Pour : 14

Abstention : 1

En ce qui concerne les statuts votés en mars 2024, la Préfecture avait demandée des modifications qui ont été adoptées par le Comité Syndical du SIVU le 11 décembre 2024.

Suite au levé de bouclier de certaines Maires, une réunion de travail a eu lieu le 19 mars 2025 à Casteljaloux pour trouver un terrain d'entente entre les parties.

Monsieur le Préfet de Lot et Garonne est en charge de ce dossier et doit convenir d'une nouvelle réunion. Le Conseil Municipal délibérera ultérieurement sur les futurs statuts.

Projet de mise en place de signalétique et de distributeurs de poches pour les NAC

Monsieur David LAGARDE, Conseiller Municipal, expose au Conseil Municipal que la Commission communale a travaillé sur la mise en place de 4 points de distribution. Des devis ont été sollicités auprès de divers fournisseurs pour l'achat de panneaux signalétiques de distributeurs de sachets hygiène canine.

Une information spécifique sera faite auprès de la population.

Proposition de prise d'un arrêté municipal pour la tenue des chiens en laisse sur l'esplanade et dans le centre du village.

Vote du Conseil Municipal :

Pour 15

REGULATISATION DOSSIER - Renouvellement de l'adhésion à PEFC Nouvelle-Aquitaine
Délibération n°2025-15

Le Maire expose au Conseil Municipal, la nécessité pour la commune d'adhérer au processus de certification PEFC afin d'apporter aux produits issus de la forêt communale les garanties éventuellement demandées par les industriels, les négociants et les consommateurs concernant la qualité de la gestion durable.

En mars 2024, la Commune de Saint-Laurent a adhéré à la PEFC Nouvelle Aquitaine (Système de certification de gestion durable des forêts) pour une durée de 5 ans pour une cotisation de 20 euros. La totalité des surfaces boisées de la commune n'ayant pas été identifiée correctement (8,1480 ha au lieu de 7,4549 ha), il est nécessaire de délibérer à nouveau pour adhérer au système de certification forestière PEFC

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal DECIDE :

- Adhérer à PEFC Nouvelle-Aquitaine, pour cinq ans et pour l'ensemble de mes forêts sur la région Nouvelle-Aquitaine.
- Respecter et faire respecter à toute personne intervenant dans ma forêt, les règles de gestion forestières durable en vigueur (PEFC/FR ST 1003-1 :2006), consultable sur www.pefcnouvelleaquitaine.org ou disponible sur simple demande auprès de PEFC Nouvelle-Aquitaine.
- Accepter les visites de contrôle en forêt par PEFC Nouvelle-Aquitaine et l'autorise à titre confidentiel à consulter tous les documents, que je conserve à minima pendant cinq ans, permettant de justifier le respect des règles de gestion forestières durable (PEFC/FR ST 1003-1 :2006) en vigueur.
- Accepter le fait que la démarche PEFC s'inscrit dans un processus d'amélioration continue et qu'en conséquence les règles de la gestion forestière durable (PEFC/FR ST 1003-1 :2006) sur lesquelles je me suis engagé pourront être modifiées. Une fois informé de ces éventuels changements, j'aurai le choix de poursuivre mon engagement, ou de résilier mon adhésion par courrier adressé à PEFC Nouvelle-Aquitaine.
- Mettre en place les actions correctives qui me seront demandées par PEFC Nouvelle-Aquitaine en cas de pratiques forestières non conformes sous peine d'exclusion du système de certification PEFC.
- Accepter que ma participation au système PEFC soit rendue publique.
- Accepter que PEFC Nouvelle-Aquitaine sollicite les services concernés afin de récupérer les informations manquantes concernant ma propriété.
- En cas de modification de ma surface (achat/vente, donation...) informer PEFC Nouvelle-Aquitaine dans un délai de six mois et fournir les justificatifs nécessaires. Informer le nouveau propriétaire de ma certification PEFC et l'inviter à prendre contact avec PEFC Nouvelle-Aquitaine.

Et charge Monsieur le Maire de signer les documents nécessaires à cette adhésion.

Vote du conseil municipal :

Pour : 15

Réactualisation du Plan Communal de Sauvegarde – Désignation d'un responsable «risques »
Délibération n°2025-19

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'il est nécessaire de réactualiser le plan communal de sauvegarde, ainsi que désigner une personne responsable risques.

Monsieur le Maire rappelle que les articles L731-3 et R. 731-5 et R. 731-7 imposent la réalisation des Plan Communaux de Sauvegarde (PCS) afin de prévenir et de sauvegarder la population en cas d'évènements exceptionnels.

Ces mêmes textes précisent que le PCS définit, sous l'autorité du Maire, l'organisation prévue par la commune pour assurer l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population au regard des risques connus. Il établit un recensement et une analyse des risques à l'échelle de la commune. Il intègre et complète les documents d'information élaborés au titre des actions de prévention. Le PCS complète les plans ORSEC de protection générale des populations.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal valide le lancement de la réactualisation du PCS et désigne M. Guy CLUA Responsable Risques, à l'unanimité.

Vote du conseil municipal :

Pour : 15

Réforme de l'apostille et de la légalisation des actes publics – Choix du référent Délibération n°2025-16
--

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une réforme majeure des formalités d'apostille et de légalisation des actes publics entrera en vigueur en 2025. Auparavant assurées par les parquets généraux des Cours d'appel et le ministère des Affaires étrangères, ces démarches seront désormais, assurées par les notaires.

En France, la légalisation d'un document français destiné à une autorité étrangère permet d'attester les informations suivantes : véracité de la signature, identité et fonctions du signataire, identité du sceau ou timbre. Un cachet est apposé sur l'acte. L'apostille désigne la procédure de légalisation simplifiée instaurée par la convention de La Haye du 5 octobre 1961, à laquelle un grand nombre de pays ont adhéré. Elle atteste des mêmes informations que la légalisation. En pratique, il s'agit d'un timbre apposé sur le document. Le choix entre ces deux types de formalités se fait en fonction du type de documents et de l'État dans lequel l'acte public doit être produit.

Un transfert de compétences aux notaires

À compter du 1er mai 2025, les notaires délivreront l'apostille des actes publics français destinés à être utilisés à l'étranger. Ensuite, dès le 1er septembre 2025, ils assureront également la légalisation de ces actes. Cette évolution s'inscrit dans un processus de dématérialisation visant à simplifier et à sécuriser ces formalités. Ainsi, la légalisation et l'apostille seront délivrées en majorité sous forme électronique et une base de données des signatures publiques sera créée et consultée par les notaires avant de certifier les documents.

Ainsi, ils pourront directement vérifier si la signature figurant sur un document est conforme ainsi que la qualité du signataire (maire, officier d'état civil, etc.). Un élément essentiel de cette réforme est donc l'alimentation de cette base, par les communes elles-mêmes, dans des conditions sécurisées.

Un rôle clé pour les communes

Pour garantir le bon fonctionnement de cette réforme, toutes les communes doivent désigner un ou plusieurs "référents" chargés de renseigner une nouvelle base de données nationale des signatures publiques. Les communes devront transmettre à l'ordre des notaires avant le 15 mars 2025, leur nom, numéro Insee et adresse postale, ainsi que le nom, le prénom et l'adresse mail officielle du ou des référent(s) désigné(s).

L'envoi de ces informations doit se faire à l'adresse suivante : apostille.mairie@notaires.fr.

Seules les communes de plus de 3 500 habitants ont l'obligation d'alimenter cette base de signatures. Toutefois, il est recommandé aux plus petites communes d'y contribuer également, car elles pourront être sollicitées pour la vérification de signatures.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité, décide de désigner, Mme HUGER Emilie, comme référente, en charge d'alimenter cette base.

Vote du conseil municipal :

Pour : 15

Mise en place d'un système de vidéoprotection – Régularisation du dossier

Délibération n° 2025-30

Monsieur le Maire rappelle qu'en séance du conseil municipal du 25 mars 2024, ce dossier n'avait pas fait l'objet d'une décision définitive. Des devis complémentaires devaient être demandés par l'ancien conseil municipal Les démissions successives des adjoints, du maire et des conseillers municipaux qui se sont enchaînées en mai 2024 n'ont pas permis de finaliser ce dossier.

La Société CSD Sud avait tout de même été missionnée par Madame le Maire pour la fourniture et pose de caméras en référence du devis du 18 mars 2024, d'un montant de 6476.71 euros TTC.

Le nouveau conseil municipal installé le 13 septembre 2024 a repris en charge ce dossier et a entamé des négociations avec la société CSD Sud.

Afin de régulariser ce dossier, la nouvelle municipalité a effectué les démarches nécessaires d'autorisation d'un système de vidéoprotection auprès du ministère de l'Intérieur et de la CNIL.

Des contacts ont été pris avec le référent sureté en zone de gendarmerie afin de vérifier la conformité du système de vidéoprotection

Tous les documents nécessaires à l'annexe 1 du Cerfa relatif au questionnaire de conformité ont été adressés au référent via le site www.lot-et-garonne.gouv.fr

Monsieur le Maire présente le nouveau devis négocié pour un montant de 4930.51 euros TTC.

Monsieur le Maire propose de contractualiser un contrat de maintenance avec la Société CSD Sud pour un montant de 90 euros TTC par an.

Le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur la validation de ces deux devis.

Le Conseil Municipal VALIDE les deux devis.

Vote du Conseil Municipal :

Pour : 15

Zone d'Accélération des Energies Renouvelables

Proposition d'une cartographie travaillée par la commission communale en lien avec le PADD communautaire.

Il reste à programmer une réunion publique pour informer notre population.

Attribution d'un fonds de concours d'investissement à Territoire d'Energie Lot-et-Garonne : travaux d'installation d'infrastructures de borne de recharge pour véhicules électriques au niveau du parking au regard du 6 Place du 11 novembre

Délibération n°2025-20

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'Assemblée que la commune a transféré à Territoire d'Energie Lot-et-Garonne (TE 47), la compétence IRVE (Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques).

Selon les nouveaux statuts de TE 47, cette compétence consiste en :

- La maîtrise d'ouvrage pour la création des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables ;
- L'exploitation et la maintenance des infrastructures de charge, comprenant l'achat et la fourniture d'électricité nécessaire, que ce soit en régie pour tout ou partir du service, ou par le biais d'une délégation de service public ;
- Généralement, la passation de tous contrats afférents au développement, au renouvellement et à l'exploitation de ces installations.

En contrepartie de l'exercice de la compétence par TE 47, la commune lui verse des contributions distinctes pour :

- L'exploitation et la maintenance des installations,
- La consommation d'énergie,
- Chaque opération d'investissement (réalisée selon l'expression préalable de ses besoins et de son accord par la commune).

Or, ces contributions doivent être imputées par la commune en section de fonctionnement, même pour les opérations de travaux.

L'article L5212-26 du CGCT dispose qu'afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement public local, des fonds de concours peuvent être versés entre un syndicat visé à l'article L. 5212-24 (syndicat intercommunal exerçant la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité) et ses communes membres, après accords concordants exprimés à la majorité simple du comité syndical et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder les trois quarts (75%) du coût hors taxes de l'opération concernée.

TE 47 accepte désormais des communes un financement des opérations d'investissement par fonds de concours dans des conditions précises :

- Pour les travaux de création d'une infrastructure de recharge pour véhicules électriques ;
- Le montant du fonds de concours de la commune doit être égal au montant de la contribution normalement due à TE 47 dans le cadre chaque l'opération (celle-ci ne sera pas appelée auprès de la commune).

La contribution de la commune, fixée par délibération du Comité Syndical de TE 47, s'élève à ce jour à 70 % du montant HT total des travaux de création d'une infrastructure de recharge pour véhicules électriques ;

La commune souhaite que TE 47 réalise des travaux d'installation d'Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques contre le parking au regard du 6 Place du 11 novembre.

Le financement prévisionnel des travaux, dont le montant est estimé à 11 874,01 euros HT, est le suivant :

- Contribution de la commune : 6 926,51 euros
- Prise en charge par TE 47 : 4 947,50 euros solde de l'opération.

Monsieur le Maire propose que la commune verse à TE 47 un fonds de concours de 70 % du montant réel HT des travaux, dans la limite de 6 926,51 euros, au lieu d'opter pour le versement de la contribution normalement due.

Bien que dérogatoire aux principes de spécialité et d'exclusivité, le fonds de concours présente l'avantage pour la commune d'être directement imputé en section d'investissement.

Le Conseil Municipal :

- APPROUVE le versement d'un fonds de concours à TE 47 dans le cadre de la réalisation des travaux d'installation d'Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques contre le parking au regard du 6 Place du 11 novembre, à hauteur de 70 % du montant HT réel des travaux et plafonné à 6 926,51 euros ;
- PRÉCISE que ce financement est subordonné à l'accord concordant du Comité Syndical de TE 47 ;
- PRÉCISE que dans ce cas exclusivement, la contribution correspondante due à TE 47 au titre de cette opération sera nulle, et que TE 47 ne percevra pas de subvention dans le cadre de l'opération ;
- DONNE MANDAT à Monsieur le Maire pour signer tous les documents liés à cette affaire.

Vote du conseil municipal :

Pour : 15

**Convention d'occupation temporaire du domaine public de la commune en vue de l'installation d'une infrastructure de recharge pour véhicule électrique (IRVE)
Délibération n°2025-21**

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'Assemblée que la commune a transféré à Territoire d'Energie Lot-et-Garonne (TE 47), la compétence Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE).

Selon les statuts de TE 47, cette compétence consiste en :

- La maîtrise d'ouvrage pour la création des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables ;
- L'exploitation et maintenance des infrastructures de charge, comprenant l'achat et la fourniture d'électricité nécessaire, que ce soit en régie pour tout ou partie du service ou par le biais d'une délégation de service public ;
- Généralement, la passation de tous les contrats afférents au développement, au renouvellement et à l'exploitation de ces installations.

En contrepartie de l'exercice de la compétence par TE 47, la commune lui verse des contributions distinctes pour :

- L'exploitation et la maintenance des installations installées sur sa commune, de façon annuelle,
- Les travaux de création d'une IRVE (investissement réalisé selon l'expression préalable de ses besoins et de son accord par la commune).

Considérant l'enjeu du développement des véhicules propres, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, la dépendance énergétique et améliorer la qualité de l'air en milieu urbain ;

Vu, le service MOBiVE, réseau de recharge pour voitures électriques et hybrides rechargeables développé en Nouvelle-Aquitaine par les syndicats départementaux d'énergie, dont Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne,

Vu, l'intérêt de l'installation de ces infrastructures pour bénéficier du service public de charge des véhicules électriques géré par Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne,

La commune propose que TE 47 crée une infrastructure de charge pour véhicules électriques contre le parking au regard du 6 Place du 11 novembre.

L'installation de cette infrastructure constitue une occupation du domaine public nécessitant la conclusion d'une convention.

L'emplacement mis à disposition sera exclusivement réservé à cette fin.

La convention est précaire et révocable pour tout motif d'intérêt général, conformément aux dispositifs de l'article L.2122-3 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Il est convenu que la commune autorise TE 47 :

- À implanter l'infrastructure de charge et ses accessoires éventuels ;
- À effectuer le marquage des emplacements au sol conformément à la réglementation en vigueur ;
- À implanter en amont de l'emplacement les réseaux d'alimentation électriques et de télécommunication nécessaires au raccordement et au fonctionnement de l'infrastructure ;
- À intervenir ou faire intervenir un tiers dans le cadre de l'installation puis la maintenance régulière et l'exploitation de l'infrastructure.

La convention est conclue pour la durée de vie de l'infrastructure ou de toute autre l'infrastructure qui pourrait lui être substituée sur l'emprise de l'ouvrage existant ou le cas échéant avec une emprise moindre avec l'accord de la commune.

En application de l'article L2125-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'occupation et l'utilisation du domaine public étant la condition naturelle et forcée de la présence de l'ouvrage objet de la présente convention intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement.

Au vu du nécessaire déploiement d'infrastructures de charge pour véhicules électriques et du service proposé pour les usagers, la commune renonce expressément à toute perception de redevance d'occupation du domaine public au titre de l'occupation du domaine public par l'infrastructure de recharge pour véhicules électriques installée par Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne.

Le Conseil Municipal,

➤ APPROUVE l'occupation temporaire du domaine public par Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne pour y implanter une infrastructure de recharge pour véhicules électriques, tout en l'exonérant du versement de redevance d'occupation du domaine public conformément à l'article L2125-1 du Code Général des Collectivités Territoriale ;

➤ **DONNE MANDAT** à Monsieur le Maire pour signer la convention d'occupation temporaire du domaine public nécessaire ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Vote du conseil municipal :

Pour : 15

Ordures ménagères – Fixation des frais d'élimination d'office pour le dépôt illégal des déchets

Délibération n°2025-32

Vu les articles L.2212-1 et L.2132-2 du Code Général des collectivités territoriales,

Vu l'article L.1541-2 du Code de l'environnement,

Vu l'article L.1541-3 du Code de l'environnement,

Vu l'arrêté de règlement de collecte précisant le fonctionnement des points d'apport volontaire installés sur la commune de Saint-Laurent.

Le SMICTOM LGB met en œuvre l'harmonisation des collectes sur tout le territoire du syndicat, par l'arrêt de la collecte en porte à porte et l'instauration de points propreté généralisant ainsi la collecte de tous les gisements sur un même site ;

Considérant qu'il y a lieu de garantir la salubrité publique et de propreté de la commune ;

Considérant que le SMICTOM LGB met en place le service de collecte et d'élimination des ordures ménagères et qu'il convient de le respecter ;

Considérant qu'il existe un réseau de 7 déchèteries sur le territoire du SMICTOM LGB ;

Les dépôts non conformes au règlement de collecte sont des infractions qui représente une charge financière pour la collectivité ;

Il est proposé d'instaurer une redevance forfaitaire correspondant aux frais engagés par la collectivité pour évacuer ces déchets.

Cette redevance sera facturée par la Mairie au contrevenant préalablement identifié.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- D'instaurer une redevance forfaitaire d'un montant de 135 € due par les acteurs des dépôts de déchets sur la voie publique.
- De charger Monsieur le Maire d'entreprendre toutes démarches, remplir toutes formalités et signer toutes les pièces afférentes à cette opération.

Vote du conseil municipal :

Pour : 15

Mise en place de portage de repas par le groupe La Poste

La commune de Saint-Laurent a souhaité la mise en place de livraison de repas pour les aînés en collaboration avec La Poste.

Une réunion d'information s'est tenue à Saint Laurent, le 12 mars 2025, avec la Mairie de Port Sainte Marie et l'ADMR pour une organisation de portage de repas à domicile pour toutes personnes désireuses de profiter de ce nouveau service.

Une plaquette d'information avec le détail des livraisons et les formules de repas avec une tarification adaptée, sera distribuée par le facteur à l'ensemble de la population prochainement.

Requête en appel devant le Tribunal administratif de Bordeaux
Délibération n°2025-31

Monsieur le Maire rappelle :

- Que le recours gracieux adressé le 25 octobre 2024 à Monsieur le Préfet de Lot et Garonne lui demandant de retirer son arrêté d'extension du 30 Juillet 2024 permettant d'autoriser l'exploitation d'une durée de 2 Année complémentaire, n'a pas été retenu ...
- Que requête déposée auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux le 07 décembre par la Mairie de Saint-Laurent, contre le projet de poursuite d'exploitation de carrière par la société SAS Dragage du Pont de Saint Léger, n'est pas recevable en l'état.
- Que par ordonnance du 14 Mars 2025 le tribunal Administratif de Bordeaux a rejeté la requête de la commune de Saint Laurent au motif qu'elle doit être : assortie d'une copie de la décision juridictionnelle constatée et être présenté par un avocat.

Monsieur le Maire a sollicité le conseil d'un avocat spécialisé.

Le cabinet Philippe Petit de LYON, par l'intermédiaire de son avocat Guillaume DUMAS nous propose d'intervenir sur la problématique juridique sensible de la commune en nous accompagnant dans la procédure d'appel.

Cette mission nécessitera le travail suivant :

- Analyse de l'entier dossier (pièces et éléments transmis, notamment l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 juillet 2024 pris en application de l'article R 181-45 du Code de l'environnement au profit de la SAS Dragages du pont Saint-Léger, l'ordonnance du 14 mars 2025...).
- Analyse des problématiques juridiques soulevées et des moyens de fait et de droit à invoquer à l'appui de la requête en appel
- Recherches juridiques et jurisprudentielles
- Rédaction d'une requête en appel
- Élaboration du dossier à communiquer à la Cour
- Suivi du dossier et entretiens téléphoniques en lien avec le dossier (non facturé)

Le cabinet Maître PETIT estime le temps nécessaire à cet accompagnement est de 15 heures de travail sur pièces (comprenant l'intégralité des prestations visées ci-dessus, ainsi que les entretiens téléphoniques en lien avec ces dernières, qui ne font l'objet d'aucune facturation particulière), ce qui représente, un taux horaire de 180 Euros HT, la somme de 2700 Euros HT.

Le conseil est appelé à se prononcer sur cette proposition

Au vu des derniers éléments présentés et oui l'exposé de monsieur le Maire, après en avoir délibéré à la majorité des membres du Conseil Municipal :

- Décide de porter la requête en appel par l'intermédiaire du Cabinet Philippe PETIT
- Accepte la proposition financière de 2700 Euros HT pour le dépôt de cette requête en appel.

Vote du Conseil Municipal :

Pour :10

Contre : 0

Abstention :5

Renouvellement contrat de travail Adjoint administratif secrétariat de la Mairie
Délibération n°2025-18

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément à l'article L. 332-8 2° du code général de la fonction publique, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Il précise que les besoins de la collectivité ont nécessité de renouveler le contrat de l'emploi permanent d'adjoint administratif 1^{ère} classe relevant de la catégorie hiérarchique C, contractuel par délibération en date du 30 janvier 2023 à non complet dont la durée hebdomadaire de service est fixée à 28/35^{ème}.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, Monsieur le Maire propose l'établissement d'un contrat à durée déterminée d'une durée de 6 mois, renouvelable par reconduction expresse. La durée des contrats successifs ne peut excéder un total de six années. A l'issue de la période maximale de six années, le contrat ne peut être reconduit que par une décision expresse et pour une durée indéterminée, en application de l'article L. 332-9 du code général de la fonction publique.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal DECIDE :

- D'autoriser le renouvellement du contrat de l'agent contractuel sur l'emploi permanent un contractuel sur la catégorie hiérarchique C pour effectuer les missions d'accueil téléphonique et physique, accueil et renseignement à la population, réalisation et mise en forme de travaux de bureautique, l'élaboration des actes administratifs, la préparation des actes budgétaires et comptable, la gestion et affichage d'informations... à temps non complet à raison de 28 heures, pour une durée déterminée de 6 mois.
- La dépense correspondante sera inscrite au chapitre 64 article 6413 du budget primitif 2025.

Vote du conseil municipal :

Pour : 15

Modification du site internet par l'application CAMPAGNOL de l'AMRF Délibération n°2025-25

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

CONSIDERANT la nécessité de modifier le site dont la conception sera à même de répondre aux différents besoins identifiés par le service communication, aux attentes des élus et des administrés, tout en véhiculant une image attractive de la commune et en palliant les problèmes de sécurité du site actuel, non tolérés par les hébergeurs traditionnels ;

Monsieur le Maire, explique avoir sollicité des sociétés spécialisées dans la modification de sites internet pour les collectivités territoriales avec solution d'hébergement. Après analyse des différentes solutions proposées, il apparaît des écarts importants en termes de qualité, de fonctionnalités et d'options proposées.

L'offre se rapprochant le plus du produit souhaité est celle émise par le service CAMPAGNOL de l'AMRF :

- Le transfert du nom de domaine,
- Remaniement du site internet,
- Abonnement site complet : 220 euros TTC/an.

L'offre correspondante au cahier des charges en date du 2 avril 2025 pour la mise en place des différents contenus est attribuée à M. Laurent GIMET qui officiera en tant qu'administrateur du site de la commune de Saint-Laurent.

Contrat d'un an 01/04/2025 au 31/03/2026 : 50 euros HT/an.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï la proposition de Monsieur le Maire :
DECIDE de retenir l'offre de CAMPAGNOL selon les conditions présentées.
DIT que les crédits sont prévus au budget 2025.

Vote du conseil municipal :

Pour : 15

Informations au Conseil Municipal

- **Délibérations demandes de subventions** : DETR, FSIL, Fonds vert, Amende de police, Fonds de concours pour un montant de 157 275 euros en l'attente de l'accord de la commission préfectorale
- **Analyse financière de la Commune par le pôle Gestion Publique de la DGFIP des Finances Publiques de Lot et Garonne** : Cette analyse est terminée et est à disposition de tous les élus.

- **Analyse financière de la Commune par la Cour des Comptes** : en cours
- **Commission de sécurité du 11 mars 2025 : visite de la salle du conseil municipal et de la salle des fêtes.**
Avis favorable de la classification de la catégorie 4 à la catégorie 5
- **Projet cinéma** en plein air prévu le 19 septembre 2025 avec la Société l'UTOPIE, pour un montant de 1370 euros. L'entrée sera gratuite
- **Exposition FNACA** ; projet en cours
- **Ecole – peinture des boiseries extérieures.** Proposition de réaliser les Travaux par les Parents d'élèves et les élus...sous la responsabilité de MM. SCHEENAARD et LAFERRIERE pour l'organisation.
- **Rapport du DDEN** - Visite du 10 janvier 2025
- **USPL** : Demande d'autorisation de l'USPL pour travaux pour enfouir les réseaux électriques sur l'esplanade qui resteront propriété de la commune. Un plan de mise en œuvre doit être proposé.

Questions diverses

Suite aux dégâts des eaux de la salle des fêtes, nous avons une aide de l'assurance de 3700 euros, nous avons demandé des devis pour effectuer les réparations.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à vingt-trois heures treize.

Le Maire,

CLUA Guy

La Secrétaire,

HUGER Emilie